

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS ET ALGER-ORAN, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.
INSERTIONS :
 ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

Hausse	Baisse
3 0/0	79 10
3 0/0 amortiss. ..	80 80
4 1/2 0/0 1883 ..	108 50
Cons. anglais ..	100 1/16
Italie	94 45
Ext. autric. (or) ..	87 1/2
Esp. Extér. nouv. ..	56 15/16
Egyptien 6 0/0 ..	325 »
Ch. Egyptiens ..	445 »
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	13 85
Banque ottomane ..	493 75

PARIS, 9 OCTOBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

LE SCRUTIN DU 4 OCTOBRE

SEINE

RÉSULTATS DÉFINITIFS

Inscrits	563.338
Votants	434.001
Suffrages exprimés ..	430.715
Majorité absolue ..	215.378

Voici, dans l'ordre que leur assigne le nombre de voix qu'ils ont obtenues, les 38 premiers candidats républicains :

MM. Lockroy	272.850	Elu
Floquet	263.732	Elu
De la Forge	222.334	Elu
Brissson	215.813	Elu

Viennent ensuite :

MM. Clémenceau	202.443
Baroche	201.839
Allain-Targé	201.632
Raspail	197.631
H. Maret	194.602
Réville	189.346
S. Lacroix	188.827
E. Lefèvre	188.795
Georges Perin	184.649
Cantagrel	182.439
Lanessan	180.827
Yves Guyot	171.423
Frébaud	161.321
Delaunay	158.852
Mathé	157.107
Péan	153.241
Forest	154.670
Dreyfus	153.510
P. Bert	148.375
Lafont	142.581
Brelat	141.126
Bourneville	140.696
G. Cassé	135.207
Roque de Filhol	133.645
Rochefort	131.529
Basly	131.465
Laisant	126.657
Camellat	123.994
Pichon	120.995
Villeneuve	119.132
Michelin	117.257
Perrocheau	114.124
Farcy	113.121

(Ballottage.)

M. Spuller n'a obtenu que 103,617 voix, et M. Ranc 102,903.

Voici le total de voix obtenues dans Paris et la banlieue par les candidats conservateurs :

MM. Calla	88.745
Bartholoni	85.342
C. Berry	86.178
Maurice Binder	85.147
Denis Cochon	87.074
Despédes	84.731
Amédée Dufaure	86.005
Garnier	84.817
Paul Lerolle	83.198
Marius Martin	85.735
Riant	84.898
Du Barrail	88.291
Fréd. Barrot	84.112
Boudet	82.458
Caracnac	83.690
Chevreaux	85.389
Delaunay	86.897
Delapont	84.873
Ferd. Duval	80.539
Froment-Meurice	85.883
Gillon	83.048
Godolle	84.253
Garnier de Cassagnac	85.809
Hausmann	87.709
Et. Hervé	82.714
D'Herbelot	78.730
Keller	86.231
Lambert de Sainte Croix	83.277
Eugène Louvet	82.058
Henri Moreau	82.536
Duc de Padoue	82.413
Duc de La Rochefoucauld	84.016
Comte Arthur de Rougé	83.430
Camille Roussel	83.606
Clément de Royer	82.052
Vachot	80.838
Sachet	86.478

Bouches-du-Rhône

Les candidats de l'Alliance républicaine radicale, à la tête desquels se trouve M. Rouvier, adressent aux électeurs du département un appel les invitant à voter pour la liste radicale socialiste, qui a obtenu la majorité des suffrages au premier tour de scrutin.

Lot-et-Garonne

Une dépêche que nous envoie notre correspondant d'Agen s'exprime de la manière suivante :

« La commission départementale modifie les résultats antérieurement annoncés. »

MM. Sarrette, candidat conservateur, Fallières et Deluns, Montaud, républicains, sont seuls élus au premier tour de scrutin. Il y aura lieu à deux ballottes.

Orne

On sait qu'il y a dans ce département 4 ballottes. D'après les chiffres proclamés, M. Dugué de la Fauconnerie l'emporte de la liste conservatrice. Conservateurs et républicains se trouveront de nouveau en présence le dimanche 18 octobre.

Haute-Saône

M. Marquiset, député sortant, a obtenu 36,716 voix et a été proclamé élu par la commission de recensement. Ballottage pour trois sièges.

Sarthe

Voici les résultats officiels d'après le recensement, des républicains élus : MM. Leporche, Cavaignac, Padlier et Le Gludic. Conservateur élu : M. d'Allières. En ballottes : MM. de la Rochehoucauld et Gallin, conservateurs, contre MM. Hedin et Charbonnier, républicains.

Somme

Une réunion républicaine tenue hier soir a établi ainsi la liste électorale pour le scrutin de ballottage du 18 octobre : MM. Goblet, Jametel, Bernot et Fougereon, conseiller général de Pecquigny. Ce dernier a été choisi, les autres candidats au premier tour s'étant désistés. M. Goblet, présent à la réunion, a accepté la candidature.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis en conseil ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy, moins MM. Sarrien et Demôle.

Le général Camponen, ministre de la guerre, a donné lecture de la dépêche qu'il venait de recevoir du général de Courcy, commandant en chef du corps expéditionnaire au Tong-King.

M. Allain-Targé, ministre de l'intérieur, a communiqué au conseil les résultats du scrutin législatif de Paris.

Il a, en outre, été décidé que les mesures les plus sévères devaient être prises pour rappeler tous les fonctionnaires du gouvernement au respect et à la fidélité qu'ils doivent à la République.

Il paraît que les résultats des scrutins de dimanche dernier avaient rendu un grand nombre d'entre eux très hésitants dans la crainte de voir arriver un changement de politique.

Les révolutions de MM. Seblina, préfet de l'Alsace, et de Gilbert-Boucher, sous-préfet de Saint-Quentin, ont été définitivement arrêtées.

Elles seront signées après le scrutin de ballottage.

La révocation de M. Poubelle, préfet de la Seine, est également décidée, mais avec compensation.

LES ÉVÉNEMENTS DE CHINE

L'agence Havas nous communique la note suivante, émanant évidemment du ministère de la guerre :

« Le ministre de la guerre a reçu du général de Courcy plusieurs dépêches relatives à des demandes de matériel et donnant en outre les nouvelles suivantes :
 « Le général Jamont a pris le commandement de la première division, en remplacement du général Brière de l'Isle.
 « En Annam, il y a encore quelques désordres dans les parties non occupées par nous de la région Sud.
 « La tranquillité règne presque partout, de Hné au Tong-King; nos garnisons sont bien installées et bien approvisionnées. Rien à craindre.
 « Tuyet, avec l'ex-roi et un petit nombre d'adhérents, sont réfugiés dans le Laos. Aucun soulèvement à craindre. »

Le gouvernement communique encore, comme on le voit, des analyses de dépêches et non des dépêches, des renseignements vagues et non précis. Nous renvoyons nos lecteurs aux quatre points d'interrogation que nous posons plus loin. Le gouvernement n'y répondra pas tant que nous serons dans la période électorale; les événements y répondront peut-être malheureusement plus tard.

INTÉRIEUR

Le prince de Hohenlohe doit quitter Paris aujourd'hui ou demain pour se rendre à Bade où il va passer quelques jours avant de prendre possession de son poste de gouverneur général d'Alsace-Lorraine.

Ce matin, à 7 heures, un violent incendie a réduit en cendres une ferme appartenant à M. Lefort, propriétaire à La Varenne-Saint-Martin. Les flammes, en peu de temps, avaient pris une si rapide extension que les pompiers de Joinville, secondés par ceux de Saint-Mandé, Vincennes, Charenton et Reuilly, durent se borner à préserver une ferme voisine.

Deux pompiers ont été grièvement blessés, l'un à la tête, l'autre dans le dos. Les pertes, couvertes par une assurance, sont évaluées à plus de 60,000 fr. On attribue ce sinistre à la malveillance.

EXTÉRIEUR

Rome, 10 octobre.

Au assure que l'Allemagne et l'Espagne étant pressées d'en finir avec la question des Carolines, le Pape, pour gagner du temps, franchira le différend hispano-allemand sans soumettre les pièces à l'examen préalable d'une commission.

INFORMATIONS

Tous les jours le Bulletin municipal publie les demandes en autorisation de bâtir à Paris.

Pour la journée d'hier, vendredi, le journal de l'Hôtel de Ville constate qu'il n'y a pas eu une seule demande.

Cette constatation indique que la crise qui sévit actuellement sur les travaux du bâtiment est loin de diminuer. C'est ce qui explique pourquoi les droits sur les matériaux et les bois ont diminué de plus de 1,800,000 fr. depuis le 1er janvier dernier.

On peut relever ces chiffres dans la récapitulation des produits de l'octroi, pendant le mois de septembre dernier.

Les membres du cabinet — touchant accord ! — n'ont pu encore fixer la date de convocation des Chambres.

Mais nous pourrions affirmer que deux dates ont été mises en avant :

1° Celle du lundi 2 novembre;
 2° Celle du lundi 9 novembre.

La première tombant le jour des Morts, il est probable que l'on s'en tiendra à la seconde.

C'est lundi prochain que M. le comte Tristan de Montholon prend les fonctions de directeur de la politique au quai d'Orsay; fonctions qu'il est chargé de remplir, à titre provisoire, pendant la durée du congé de M. le baron de Ring.

De l'avis de ceux qui connaissent la situation, ce provisoire pourrait bien durer tout autant que le ministère; car, comme nous l'avons fait prévoir, il devient de moins en moins probable que M. de Ring revienne au quai d'Orsay.

????

Hier soir, un journal officieux faisait crier dans les rues cette fausse nouvelle : *Retenue des troupes du Tong-King.*

De plus, il publiait en dernière heure ceci :

Nous croyons savoir que le général Camponen a prescrit au général de Courcy de prendre toutes les mesures pour limiter l'occupation du Tong-King aux points stratégiques du delta du fleuve Rouge.

Dans la pensée du ministre de la guerre, les troupes devaient être renvoyées en France au mois de mars ou d'avril au plus tard. Le service du Tong-King serait assuré au moyen de 8,000 hommes de l'infanterie de marine et de la milice indigène suffisamment encadrée avec des officiers de la légion étrangère.

Nous répondrons par les questions suivantes :

Est-il vrai que le général de Courcy ait concentré ses troupes dans le Delta, déjà depuis longtemps ?

Est-il vrai que plusieurs places, entre autres Tuyen-Khan, soient dans une position critique et que le général de Courcy ne puisse matériellement les secourir ?

Est-il vrai que le général de Courcy ne cesse, depuis trois mois, d'adresser au gouvernement des dépêches annonçant que des forces innombrables sont réunies devant Hong-Hoa et Son-Tay, menaçant d'envahir le Delta et qu'il demande sans cesse des renforts qu'on lui promet et qu'on ne lui envoie pas ?

Est-il vrai, enfin, que dans une dernière dépêche le général de Courcy ait annoncé qu'il prenait des dispositions pour rallier ses troupes et se retirer en Cochinchine, dans l'impossibilité où il est de pouvoir résister aux armées nombreuses de Pavillons-Noirs et de Chinois qu'il a devant lui ?

Cette période électorale est devenue la période des aveux. Nos adversaires ne se connaissent pas eux-mêmes; ils se croient forts et ils se voient faibles; ils ne doutent pas du suffrage universel, et voilà que maintenant ils doutent de tout, même d'eux. Le parti républicain, dit la République française, a besoin de reprendre confiance en lui-même et en ses destinées. C'est la première fois qu'on parle de la sorte; c'est la première fois que ces pauvres gens s'avisent de comprendre que leur Marianne nourricière pourrait bien n'être pas éternelle.

Il en est donc en fin de compte des affaires républicaines comme des affaires sous la République : la confiance n'y est plus.

Comment la faire renaitre ?

Il paraît que c'est un point sur lequel on n'est pas d'accord : de la nouvelle motif de trouble et de perplexité :

« Il ne peut y avoir, soupiré-t-on dans les profondeurs de la Chaussée-d'Antin, il ne peut y avoir discussion entre les républicains sur les meilleurs moyens d'opérer la concentration de leurs forces en face de l'ennemi qu'il faut vaincre le 18 octobre, pour la République, dans l'impossibilité où il est de pouvoir résister aux armées nombreuses de Pavillons-Noirs et de Chinois qu'il a devant lui ? »

Au moins, voilà qui est clair.

Cela veut dire que les républicains sont incapables, une fois réunis, d'ouvrir la bouche sans se quereller.

Un mot, et tout est perdu.

Il ne peuvent parvenir à s'entendre qu'à la condition de ne rien dire.

Ils en sont désormais réduits à se parler par signes, parce que, s'ils employaient un autre langage, ce serait pour s'injurier entre eux, tant ils ont de vérités désagréables à se dire; et alors, la fameuse concentration, qui est leur radeau de la Méduse, coulerait à pic immédiatement.

On n'est même pas bien sûr, tout en observant l'attitude la plus muette, de

pouvoir faire durer le semblant d'union entre les radicaux et les opportunistes jusqu'au scrutin de ballottage.

Encore une semaine ! Les républicains comptent les jours. Ils sont très inquiets : un gros mot est si vite dit dans leur monde !

Toute la question pour eux, c'est de rester jusqu'au 18 sans se quereller ni se diviser ?

— Aurons-nous ce courage ? dit le grand U.

Mais le chœur des petits U hésite, et c'est sans la moindre netteté qu'il attaque sa réplique. — Nous aurons ce courage.....

On verra bien.

Dans tous les cas, le scrutin de ballottage n'est pas la fin du monde : il aura son lendemain. C'est là que nous attendons les républicains.

Il faudra bien qu'ils parlent, après les élections; et, suivant les prévisions de la République française, dès qu'ils parleront, ils se diviseront.

LE RÉVEIL DU JACOBIN

Toujours et partout les mêmes, ces bons libéraux ! Tels on les vit l'an dernier, en Belgique, après le triomphe de la droite, tels on les voit aujourd'hui chez nous.

Opportunistes, radicaux, infatigables différents moins qu'on ne croit. Sous des masques divers, c'est à peu près le même visage. Dans tout républicain, quelque modération qu'il affecte, il y a un jacobin qui sommeille — et d'un sommeil bien léger !

La journée du 4 octobre a brusquement réveillé ces jacobins assoupis, au milieu d'un beau rêve. Ils ont le réveil haussé. Ils veulent tout briser et remettre le suffrage universel à sa place.

Ils le respectent sans doute, le suffrage universel, ils l'honorent, ils l'adulent, mais à la condition qu'il vote pour eux. Sinon, ils l'arrangent de la belle façon.

Qu'est-ce qui a éré les conservateurs, dimanche dernier ? Des ruraux, de simples ruraux ! Est-ce que les suffrages des ruraux comptent, est-ce qu'ils doivent compter — quand les ruraux votent pour des radicaux ?

C'est ce qu'ils disaient déjà sous l'Empire; c'est ce qu'ils répètent surtout après les élections de 1871, si nettement hostiles à la République. Un de leurs journaux du Midi poussait alors ce cri de rage, qu'il est bon de rappeler :

Méchant plus souvent que tigre, le paysan est généralement voleur, s'il est méfiant; méchant plus souvent que tigre, s'il n'a pas été transformé par la vie militaire ou par le jour des villes. Cette fois, heureusement, le paysan s'est absolument trompé, et nous attendons avec impatience le moment trois fois béni où le plus grand nombre d'entre eux seront ruinés par les exigences de la Prusse.

C'est avec un plaisir sans bornes — et nous le dirons, où on nous accuse de cruauté — que nous refuserons du pain au paysan que la faim amènera devant notre porte, avec joie que nous le verrons privé de ses foyers.

Plus tard les ruraux, conservateurs à leur manière, prêts à subir tout régime établi, s'il est supportable, ayant paru se résigner, au moins provisoirement, à la République, les républicains commencent à trouver qu'ils avaient du bon et à les cajoler. M. Ferry allait récemment jusqu'à dire : « La République sera le gouvernement des paysans ou elle ne sera pas. »

Les paysans viennent de lui répondre : « Vous êtes bien honnête, mais décidément nous aimons autant qu'elle ne soit pas. » Alors, les républicains tombent de nouveau sur eux et les accablent de leurs mépris.

S'ils ont voté pour des conservateurs, c'est qu'ils ont manqué d'intelligence, de courage ou de probité; c'est qu'ils se sont laissés tromper, intimider ou corrompre. Donc leur vote est nul; il n'y a rien de fait; il faut invalider leurs élus. On l'a dit tout bas, dès la première heure; on commence à le dire tout haut.

Eh bien ! qu'ils essaient ! Qu'ils donnent ce nouveau scandale de déchirer une liste entière, de remuer de nouveau tout un département, parce qu'un évêque aura fait quelque allusion à la lutte électorale et conseillé de voter pour des candidats favorables aux intérêts religieux !

Mais ils y regarderont à deux fois. Ce n'est pas le scandale qui les fera reculer; c'est son résultat certain.

Jamais l'électeur n'a mieux su que cette fois ce qu'il faisait et ne l'a fait plus résolument. Il n'y a eu de sa part ni hésitation, ni surexcitation, ni entraînement, mais ferme propos d'en finir avec la bande opportuniste. Tous ceux qui ont pris part à la dernière campagne électorale y ont constaté ce caractère particulier. Les candidats conservateurs n'ont pas ménagé leur peine; ils eussent pu la ménager sans perdre beaucoup de voix. Avant qu'ils fissent son procès, le parti du déficit, des tonkinades, de la laïcisation à outrance était condamné.

Si l'on essayait ce verdict raisonné, réfléchi, on ne ferait qu'exaspérer ceux qui l'ont rendu en parfaite connaissance de cause. Si les condamnés avaient la sagesse d'aller en appel, ils verraient leur peine aggravée. Ils le comprendront, et se tiendront tranquilles.

Ceux qui ont résisté à la tourmente feront bien de le leur imiter. Le pays leur a donné un premier avertissement : qu'ils

en tiennent compte. Plus ils voudraient s'imposer à lui, plus ils l'éloigneraient d'eux.

S'ils veulent durer quelque temps encore, qu'ils sachent se résigner à leur nouvelle condition. Qu'ils se disent bien qu'en se fâchant, ils achèveraient de gâter leurs affaires; qu'en essayant de comprimer le sentiment public, on prépare son explosion violente; et que le plus clair résultat des 18 Fructidor est de provoquer les 18 Brumaire.

Le Journal des Débats paraphrase avec mélancolie cette parole d'un sage : quand une maison menace ruine, les rats s'en vont.

Ainsi pour les préfets; ainsi du moins ont-ils voulu faire; les listes qu'ils soutenaient ayant échoué dimanche, plusieurs d'entre eux se sont hâtés d'envoyer leurs démissions. On ne les a pas acceptées; mais le seul fait qu'elles aient pu se produire, et se produire avec un certain éclat, prouve à quel point l'esprit de discipline administrative a diminué dans notre pays.

Si l'ancien esprit de discipline que regrette le Journal des Débats a diminué, à qui la faute ?

Est-ce donc que les fonctionnaires peuvent être disciplinés et fermes à leur poste, sous un régime sans lendemain, comme ils le seraient naturellement avec un gouvernement qui présentât des garanties d'avenir ?

La République parlementaire n'est que l'organisation de l'incertitude.

En une journée, la majorité d'une Chambre se trouve déplacée, et voilà que tout est remis en question.

Le cabinet n'a plus de base. Il sombre le premier. Les ministres frappés par le scrutin ne peuvent plus rester à leur poste. Ni plus ni moins que les préfets, les voilà qui démissionnent.

Tout l'édifice gouvernemental s'écroule — et c'est dans ces conditions et au milieu de ce chaos que la nouvelle Chambre va se réunir : « D'orageuses » discussions, dit le journal que nous citons tout à l'heure, signaleront, on peut en être certain, la reprise des travaux parlementaires.

C'est à dire que c'est le désordre qu'on nous promet, comme suprême cadeau de la République. — N'est-il donc pas naturel qu'on s'éloigne d'un régime qui, loin de pouvoir soutenir ses fonctionnaires, ne se soutient plus lui-même ?

O étranges alliés !

Concentrons les forces républicaines, allions-nous sans distinction de nuances pour égarer les réactionnaires ! disent bien haut les opportunistes en s'adressant aux radicaux.

Certes, le conseil est d'un bon chef de bande, et nous comprenons que le Mot d'Ordre le donne; mais quel est ce lien avec les révolutionnaires, avec les alliés — car ce discours s'adresse tout aussi bien aux uns qu'aux autres — effraie certains esprits timorés.

Comment ! vous voulez marcher la main dans la main avec ceux qui préchent la haine de la bourgeoisie, le massacre des prêtres et le pillage de la Banque de France !

« Rassurez-vous, dit aujourd'hui le sous-monteur de l'opportunisme, c'est qu'une trêve que nous proposons aux radicaux. Qu

pour objet la décoration sculpturale intérieure de l'hôtel-de-Ville.

MM. Dumaige et Granet ont été chargés d'exécuter un modèle de cartiade à mettre aux angles du plafond de la salle des Fêtes.

MM. Boisseau, Boucher, Mariot, Germain, Berthet et Perrin ont reçu la commande de modèles de groupes de figures accablées destinées à orner les coins de la salle.

Enfin, les travaux d'ornementation de la grande voûte de la salle de réceptions et l'exécution des quatre statues en marbre pour la salle à manger ont été confiées à MM. Barrias et Degeorges.

Le montant de ces dépenses s'élèvera à la somme de deux cent quarante mille francs, prélevée sur le budget extraordinaire de 1885.

Suite de nos nouvelles maritimes :

Nous avons annoncé que le contre-amiral Lespès, commandant en chef la division navale de l'Extrême-Orient, remonterait, le 25 octobre, le service au contre-amiral Rieuher.

On a dit, à ce propos, que l'amiral Lespès avait passé dans les mers de Chine plus de deux ans. C'est inexact. L'amiral a quitté l'Orient, à bord du cuirassé le *Galissonnière*, le 2 janvier 1883. Puisqu'il quitte la Chine à la fin de ce mois, il arrivera dans les premiers jours de janvier en France, et n'aura de la sorte accompli que tout juste la période réglementaire de deux ans d'embarquement.

Son successeur, l'amiral Rieuher, dont le pavillon flotte à bord du cuirassé le *Turenne*, est depuis quelques mois en Chine. Il partit de Brest à l'époque où l'on croyait à une reprise des hostilités avec l'Empire du Milieu.

La frégate-école d'application l'*Uphigénie*, commandée par M. le capitaine du vaisseau Bernard et qui a embarqué ses élèves, les aspirants de 2^e classe, le 5 octobre, part de Brest aujourd'hui 10 octobre.

Le vice-amiral Lafont, préfet maritime à Brest, a remis le service au major général de la marine, et prendra le 15 octobre, à Toulon, le commandement en chef de l'escadre d'évolutions.

Lettres de Constantinople

(De notre correspondant particulier.)

4 octobre 1885.

La situation demeure très obscure ici. Il semble évident que l'incident de Roumélie a pris la Russie et l'Europe au dépourvu. Les comités secrets n'ont jamais cessé leurs menées, et nul n'ignorait que la politique de propagande du général Ignatieff continuait dans les Balkans ; cette propagande était devenue plus active au commencement de cette année, mais rien ne faisait prévoir ce qui s'est passé à Philippopolis le 18 septembre.

Ce qui est probable, c'est que le gouvernement russe avait préparé de longue main ce mouvement d'insurrection pour le cas où l'Angleterre aurait réussi à conclure une alliance avec la Turquie dans l'affaire de l'Afghanistan. Un soulèvement des populations chrétiennes se produisant dans toute la Turquie d'Europe aurait forcé le sultan à abandonner tout mouvement militaire du côté du Caucase et réduit à néant les immenses avantages que l'Angleterre pourrait tirer d'une armée brave et disciplinée comme l'est l'armée turque.

Le zèle infatigable de quelques agents subalternes a fait écarter la bombe, au moment inopportun. De là, les désaveux officiels venus de Saint-Petersbourg ; de là, la démission des officiers russes au service du prince Alexandre de Bulgarie ; de là, les semences très vertes adressées à ce dernier par son puissant patron.

Maintenant que l'incident a eu lieu, comment sortira-t-on des difficultés qu'il a fait surgir ? Quel est le rôle de la diplomatie dont l'action a été jusqu'ici très lente et très incertaine, mais qui, maintenant que les représentants des puissances sont réunis ici, va sans doute montrer plus d'énergie et d'entente.

Le traité de Berlin sera-t-il maintenu ? Je serais porté à le croire, du moins dans son ensemble ; il y a trop de complications, trop d'ambitions en jeu pour qu'on ose toucher à l'état de choses établi en 1878. Le danger de la situation ne vient pas des Bul-

gares de la Roumélie qui, une fois le premier moment d'enthousiasme calmé, commencent à n'être pas sans inquiétude sur les conséquences, il vient de la turbulence du roi Milan qui — fort peu belliqueux de tempérament — mais fort désireux de se créer une popularité dont il a grand besoin, lance proclamations sur proclamations, mobilise une armée, la concentre sur la frontière et fait des emprunts ! La Grèce également donne des inquiétudes ; plus modérée dans son allure, elle voit d'un très mauvais œil l'élément slave grandir en importance et, bien qu'invitée au calme et à la modération par l'Angleterre, fait de son côté des préparatifs militaires.

On comprend que, devant ces armements, le gouvernement ottoman ne demeure pas inactif. Il a donné des preuves d'une très grande sagesse et d'une très grande bonne foi, mais la plus vulgaire prudence l'oblige à se mettre en mesure, et une grande activité règne au ministère de la guerre : on fait peu de bruit, mais beaucoup de besogne.

Trois corps d'armée sont en formation, l'un destiné à opérer en Bulgarie — le cas échéant — l'autre en Serbie ; le troisième a pour mission de surveiller jusqu'à nouvel ordre la frontière grecque. L'amiral Hobart pacha commande une flotte puissante qui peut ravager les côtes de Grèce et de Bulgarie et qui, en attendant, transporte les troupes que le gouvernement fait venir d'Asie-Mineure.

Quel sera le commandant en chef des forces turques ? allez-vous me dire. Il n'y a là-dessus qu'une opinion : c'est évidemment Moukhtar pacha, dont les talents se sont révélés d'une façon si remarquable dans la guerre de 1877.

Les généraux turcs ne manquent pas, du reste. Trop peu de temps nous sépare de la terrible lutte soutenue par la Turquie contre la Russie pour que ceux qui s'y sont distingués ne soient pas prêts à rentrer en campagne, et l'organisation actuelle des forces ottomanes se ressent de l'expérience acquise dans la dernière guerre. Les officiers subalternes sont meilleurs qu'en 1876, les approvisionnements sont mieux entendus ; bref, tout se fait mieux et plus vite.

Quant à l'issue de la lutte, si elle venait à s'engager, elle n'est pas douteuse — pourvu qu'aucune intervention active n'ait lieu de la part des puissances européennes. Ce qu'on appelle pompeusement l'armée bulgare n'est qu'une sorte de garde nationale, mal armée, sans cohésion et sans chefs, si les officiers russes persistent à quitter le service ; — l'armée serbe peut fournir 25,000 hommes de troupes passablement organisées, mais il est peu probable que ces deux forces réunies tiennent bien longtemps contre l'armée turque.

Si la Grèce entrerait en ligne, la Turquie aurait là une ennemie qui, sans être très redoutable, nécessiterait un puissant effort. — L'armée grecque peut être estimée à 72,000 hommes sur le pied de guerre, elle a été instruite par des officiers français ou anglais, avec fusils Gras et des canons Krupp ; il se pourrait qu'elle fût bonne figure sur un champ de bataille, mais les chiffres que je vous donne là sont sur le papier, il faudrait en rabattre probablement.

Tout en attendant que la guerre soit évitée, on ne la redoute point ici, et les généraux turcs sont pleins de confiance. — S'ils n'ont à engager la lutte qu'avec la Serbie, la Bulgarie et la Grèce, ils sont convaincus que la victoire leur restera.

X.

LES ÉVÉNEMENTS DE BULGARIE

Londres, 9 octobre.

Le conseil de cabinet tenu aujourd'hui a duré deux heures et demie. On assure qu'il a discuté le rapport de M. White, chargé d'affaires britannique à Constantinople, sur la Conférence des ambassadeurs. Le gouvernement aurait accueilli avec faveur la recommandation de la Conférence relative à l'acceptation de l'union bulgare.

Philippopolis, 9 octobre.

Plusieurs officiers bulgares, revenus de Russie, ont été placés dans les divers services de l'armée.

Les bataillons nouvellement formés et tous les corps de volontaires ont prêté ce matin serment de fidélité au prince.

Il n'est arrivé jusqu'ici à Philippopolis aucun volontaire russe.

Les nouvelles favorables à l'union bul-

gare venues de Londres et de Constantinople ont produit un excellent effet sur la population : on espère une solution définitive très prochaine.

Les affaires, un instant suspendues par suite des événements, ont repris de l'activité. La nouvelle administration, après avoir supprimé de nombreuses directions qui étaient une charge trop lourde pour le budget, liquide des affaires de l'ancienne administration et s'applique à introduire peu à peu le régime administratif bulgare. Le gouvernement a donné l'ordre de faire surveiller attentivement la frontière serbo-bulgare et grand télégraphe à Philippopolis les rapports des chefs d'arrondissement. On ne signale en Macédoine aucune agitation.

Roustchouk, 9 octobre.

La déchéance de M. de Giers, reçue par l'agent diplomatique russe à Sofia, a été imprimée et distribuée directement par le consul de Russie résidant à Roustchouk.

L'empereur a reçu la députation bulgare (il lui a dit que les sentiments de la Russie envers la Bulgarie n'étaient pas changés malgré la conduite récente du gouvernement bulgare).

L'acte de l'union des deux Bulgaries se comprend : la Russie la désirait aussi, mais l'empereur n'approuve pas les moyens choisis par la Bulgarie.

La conduite de la Bulgarie met ce pays dans une position critique ; le gouvernement impérial fera son possible pour la sauver des dangers que l'environnement lui fait courir. Mais il faut pour cela que les Bulgares restent tranquilles en attendant que la question ait été réglée définitivement.

Londres, 10 octobre.

On télégraphie de Constantinople, 9 octobre, au *Daily News* :

Une réunion du Grand Conseil a été tenue au Palais, à l'effet de décider les mesures à prendre sur suite des nouvelles arrivées de Serbie.

Les ministres de Grèce et de Serbie ont été invités à donner des explications : celui-ci a dit qu'en présence de l'union de la Bulgarie, une tentative avait pour objet de s'opposer au mouvement du peuple serbe ne pourrait avoir pour effet que de provoquer le renversement du roi Milan.

On mande de Vienne, 9 octobre, au *Times* :

Le gouvernement autrichien persiste à penser que l'union de la Bulgarie et de la Roumélie sous le gouvernement personnel du prince Alexandre est une solution désirable. Les puissances doivent s'efforcer dans toute la mesure du possible, de rétablir l'état de choses constitutionnel et administratif qui a été altéré par la révolution. Mais, quelle que doive être la solution à l'égard de la Roumélie, c'est aux puissances signataires du traité de Berlin, et non aux États des Balkans qu'il appartient de décider si l'équilibre ayant été rompu dans la péninsule des Balkans, il n'y aura pas lieu de demander une compensation en faveur de tel ou tel État par suite de la décision que pourront prendre les puissances signataires.

Le *Times* a reçu de Berlin, 10 octobre, la dépêche suivante :

D'après un bruit qui mérite créance, la Russie aurait l'intention de proposer, dans les négociations qui doivent avoir lieu à Constantinople, de rétablir le statu quo ante comme étant le meilleur moyen de répondre aux demandes de compensation territoriale formulées par les États des Balkans et de sauvegarder la paix.

On télégraphie de Berlin, 9 octobre, au *Times* :

La Russie a commencé à faire avancer des troupes dans la direction de la Bessarabie, afin d'être prêts à faire face à toute éventualité.

GAZETTE DE PARIS

Boulevard de Clichy et boulevard des Italiens

J'ai vu, cette semaine, deux choses curieuses sur les susdits boulevards, qui, pour l'excentricité, peuvent se donner fraternellement la main en ce moment.

Ici, j'ai vu de vrais forçats libérés faisant le métier de garçons de café, revêtus de la livrée infamante, dans un cabaret ayant pour enseigne : *Taverne du Bague*.

Là, j'ai vu des sergents de ville, fonctionnaires du gouvernement républicain, charger la foule qui criait : « Vive la République ! »

Nous sommes véritablement à une époque étrange, toute faite d'anomalies bizarres qui, pour un peu, nous mèneraient tout droit à la folie. Ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que justement rien de toutes ces choses ne nous étonne, et que nous vivons au milieu d'insanités.

De ce livre, elle se fit comme un relinquant bémol. Parfois, il lui arrivait de le placer devant elle sur un siège ou sur son lit, et de s'agenouiller devant cet objet comme devant la croix, comme devant une statue de la vierge consacrée par le prêtre.

Elle espérait toujours revoir l'homme qui lui avait appartenu et qu'elle considérait comme un intermédiaire discret entre elle et sa mère ; mais les mois et les années s'écoulaient et le mystérieux messager ne revenait pas.

De nouvelles du dehors, aucune.

De la destinée qui l'attendait, personne ne lui parlait.

Parfois elle interrogeait la directrice sur son avenir, sur ce qu'il lui fallait espérer ou craindre, si sa vie enfin devait se continuer indéfiniment comme elle avait commencé, c'est-à-dire dans l'isolement.

— Je ne sais rien, lui avait répondu celle qu'elle avait questionnée ; votre pension est payée régulièrement ; je vous ai reçu de M. Maillard, notaire, que vous avez vu ; c'est à lui que je vous remettrai quand il vous redemandera, ou à une personne fondée de pouvoirs à cet effet. Et d'ailleurs, êtes-vous donc si mal ici ?

Mais voilà que j'ai dix-huit ans, et je ne puis rester éternellement en pension.

— Vous y resterez tant qu'il sera parvenu aux frais de votre séjour.

Mais s'il cessait d'y être pourvu.

— Vous seriez libre de vous en aller ou de demeurer.

— Comment, madame, vous me garderez pour rien ?

— Non pas ! Je ne suis pas assez riche pour remplir le rôle de bienfaitrice.

— Eh bien ! alors ?

— Eh bien ! comme vous avez votre brevet, je vous garderai comme sous-maitresse.

sans nous récrier et sans paraître nous en apercevoir. Depuis quelques années, nous en avons tant vu que notre rayon visuel, de même que notre esprit, s'est façonné aux excentricités et ne s'étonne plus qu'en présence de ce qui est normal et régulier.

L'autre soir j'ai donc été flâner devant le *Gaulois*. Des citoyens s'y donnaient quelques coups et quelques bourrades, tout en criant contre ce journal parce que, la veille, il avait illuminé ; après, ils allaient en face criant contre l'*Événement* parce qu'il n'illuminait pas. La logique de la foule rendrait des points à la logique de la femme !

Or, pas un de ces républicains qui terrorisaient le quartier, faisaient fermer les boutiques, arrêter la circulation, jeter dans les ténèbres le boulevard le plus fréquenté, couler le sang de « leurs frères » et des gardiens de la paix, n'avaient songé un seul instant qu'en agissant ainsi, ils nuisaient à la République.

Il n'y avait pas, en effet, de médicure prévue à donner aux bons bourgeois des villes et des campagnes qu'il ne fallait pas voler, au second tour de scrutin, pour les candidats partisans d'un gouvernement, au nom duquel se produisaient de semblables méfaits.

Le gouvernement, lui malin, a bien compris où le bât le blessait ; il a eu peur... de la peur que ses amis pouvaient faire naître chez des esprits « timorés », et il a tapé sur ses amis. Il n'y a qu'en République qu'on voit chose pareille.

Les agents y allaient de bon cœur : ils sont payés pour ne pas aimer les républicains, qui du reste le leur rendent bien. Toutes les émeutes et les révolutions ont commencé par un sergent de ville assommé ou jeté à l'eau. Or, ce ne sont pas les conservateurs qui font les révolutions.

Très correct, le préfet de police que j'ai vu se promener dans les steppes du boulevard sombre et morne. Très bien habillé, ma foi. Avait-il les fameux gants gris-bleu de l'un de ses prédécesseurs ? Je l'ignore. Les mains étaient enfouies dans les poches de son pardessus, et sous son bras droit se dressait un jonc qui m'a paru superbe... et qu'à deux reprises un individu a tenté de lui voler sous mes yeux. Ça aurait été si drôle s'il eût réussi, n'est-ce pas ?

Dependant, pas à peu, les acteurs et les spectateurs de l'émeute s'en vont de droite et de gauche. « La fête » me paraît finie pour ce soir ; lorsqu'à côté de moi, j'entends, ces mots : « Au Bague ! Allons au Bague ! »

Va pour le citoyen Lisbonne, « ex-forçat », comme il s'intitule lui-même avec une certaine emphase qui n'est pas tout à fait démocratique. Que diable ! on ne fait pas ainsi parade de son titre, quand on en a un ; on le porte modestement, et on ne le crie pas sur les toits.

Justement sur le toit de sa taverne M. Lisbonne a installé deux petits canons d'alarme qui font un effet pittoresque et semblent ne demander qu'à mitrailler les bonnes gens qui passent. Vous avez vu ce que ce journal la lettre d'invitation envoyée à la presse par le propriétaire-directeur de l'établissement. L'intérieur de la taverne répond à ce que peut faire prévoir le style de l'ancien colonel de la Commune.

Une porte basse, petite, étroite ; une porte de prison. Devant, un garde en turban de couleur bleu-gris, le bleu des prisons, le képi sur l'oreille, le sabre au côté, la cartouchière au ceinturon. Un vrai gardien du bague. J'entre : une salle longue faite de planches peintes en blanc avec des tables et des chaises rudimentaires. Dans cette salle, des gardes, comme celui qui se tient à l'entrée, un troussou de chef à la main ; puis, allant et venant, des forçats, revêtus de la vareuse rouge, le pantalon jaune, le bonnet vert, portant sur une plaque le numéro matricule de chacun d'eux. Les récidivistes ont une manche jaune. Ces hommes ont la chaîne qui court de leur ceinture à leur cheville, avec le boulet réglementaire... quant à la grosseur. Pour le poids, rassurez-vous, il est en fer blanc nickelé. Ces gens sont vraiment effrayants à voir !

« Un boulet ! » me dit l'un d'eux très poliment. A tout hasard je réponds : oui. Et, aussitôt, il m'apporte un boulet. Je tire carnet et crayon de ma poche pour prendre des notes, lorsque, tout à coup, j'entends : « Au travail, forçats ! » C'est un garde-chiourme qui accélère le service des condamnés, je veux dire des garçons.

J'avise un monsieur trapu, aux cheveux longs, à l'œil fauve, à la moustache blonde tombante, à la vareuse large, au gilet très bas boutonné, à la cravate flottante, genre artiste, qui a l'air d'être de la maison. Il voit que j'écris ; je lui fais signe ; fort obligeamment il s'ap-

proche, je lui demande des renseignements sur les tableaux qui tapissent les murs, et nous voilà une paire d'amis, après que j'ai eu dit que j'appartenais à la *Patrie*.

« A gauche, me dit-il, cette toile représente la bastonnade donnée à Jean Meunier, ancien capitaine fédéré. Voici Rochefort en redingote, l'*Intransigeant* à la main ; ensuite, un tableau qui représente le « ferrage » de Gustave Maroteau.

Ceci est l'évasion de Rochefort ; puis, une autre évasion en mer ; vous reconnaîtrez, grandeur nature, revêtus de la casaque de forçats : Triquet, Roques de Fillol, Amoureux, Fortin, Olivier Pain et Louise Michel en noir.

— Et celui-là ? lui dis-je.

— Oh ! celui-là il n'y a pas à en parler ; on va le lôtter ; je mettrai mon portrait à la place.

— Votre portrait ? Vous êtes ?

— Lisbonne.

Eh bien ! j'en me dédis pas, M. Maxime Lisbonne est un homme charmant... en conversation. En colonel de la Commune, il est peut-être moins aimable. On dit qu'il ne l'était guère en directeur de l'*Ami du peuple*, mais qu'il l'était infiniment en directeur des *Bouffes-du-Nord*.

C'est un original, capable de vous sauver la vie, ou de vous la prendre, selon le moment, avec la meilleure foi du monde. Il ne s'agit que de choisir le bon moment.

C'est ce que j'ai fait l'autre jour.

Il voulait bien m'expliquer encore que les lanternes, suspendues au plafond, étaient des copies exactes de celles du bague, avec cette différence qu'il y mettait des lampes qui éclairaient, tandis que là-bas on y plaçait des veilleuses qui n'éclairaient pas.

Parmi les garçons, il me désigna trois ou quatre véritables forçats, ou plutôt anciens forçats, qui se trouvaient, sous la livrée du bague, comme chez eux ; et puis il me quitta, car de tous les côtés on le demandait à la fois, me laissant enchanté d'avoir fait sa connaissance... on ne sait pas ce qui peut arriver.

Pourtant, j'ai tiré jusqu'à prétendre (afin d'obtenir ses bonnes grâces), que sa taverne soit gaie. Curieuse ? oui ; très curieuse ; mais gaie. Non : « collé contre le mur », je dirais : non !

Elle maintenant j'attends l'estaminet du *Choléra* qui représentera une salle d'amphithéâtre, ayant pour tables des corbillards, pour garçons des croque-morts, et où, en vous proposant un bœuf, ils ne vous diront pas comme au Bague : — Voulez-vous un « boulet » ? mais : — Voulez-vous un « remède » ?

JULES BOURGEOIS.

JOURNAUX ET REVUES

On est très mécontent, à Paris, de la façon dont le dépouillement du scrutin a été organisé. Ce dépouillement s'est fait beaucoup trop lentement. On a adopté, à la préfecture de la Seine, une méthode qui n'a rien de sérieux et qui permet de suspecter tous les résultats communiqués à la presse : c'est ce qu'on appelle, au pavillon de Flore, la méthode des « chefs de listes ».

Le *National* est aussi mécontent que tous ses autres confrères :

Ces chefs de listes sont les candidats de chaque liste qui, d'après ce que suppose le préfet, doivent avoir reçu le plus de voix. On compte, par exemple, toutes les voix de M. Vaillant, tandis qu'on ne donne que des résultats dérisoires pour M. Droulede, pour M. Cochin, pour M. Pastour, pour M. de Lesseps. Pendant trois jours, le préfet nous a dit que M. Vaillant avait 15,000 voix et M. Paul Droulede 68, alors que M. Droulede en avait déjà 33,000, c'est-à-dire deux fois plus que M. Vaillant.

Il est impossible de chercher les raisons du parti-pris actuel ailleurs que dans une mauvaise organisation. On connaît de longue date les résultats du département du Nord, qui nomme vingt députés, et on, cependant les communes ne sont pas situées porte à porte, comme le sont les sections de Paris.

D'autre part, il ne semble pas que, comme on l'a dit à la préfecture, tous les retardataires imputés aux citoyens de bonne volonté qui ont dépouillé le scrutin dans les sections.

La municipalité du 6^e arrondissement, par exemple, fait savoir aux journaux que les résultats complets de cet arrondissement ont été transmis à la préfecture le 4^e jour des lectures du soir. Comment ne nous les a-t-on pas données, au lieu de nous communiquer des chiffres fantaisistes ou des chiffres de la préfecture, ou des chiffres de la préfecture, ne doivent pas réunir un chiffre de voix suffisant pour être nommés ?

— Quelques nouvelles de la fameuse

Union. Voici ce qu'en pensent les Dé-

bats :

On n'imagine pas ce que le langage arrogant des partisans de la Commune, les forçats du conseil municipal, le drapeau rouge déployé, promené et toléré, tous choses qui n'émouvaient qu'à peine nos ministres, ont pu faire perdre de voix à la République.

Singulier moyen de réagir contre ces faibles impressions que de donner le scandaleux spectacle de membres du gouvernement, ou de membres influents de l'ancienne majorité, allant aux urnes, la main dans la main avec les partisans de la Commune ou les membres de l'extrême-gauche.

Il vient de se passer une jolie comédie à Paris à propos de la susdite Union. Le *Paris* et le *Sicéle* recommandaient de la faire sur les « états de listes », ce qui aurait permis de glisser certains opportunistes avérés.

Mais l'*Intransigeant* et la *Justice* ont très nettement répondu : « Vos candidats sont 39^e et 40^e. Il n'y a d'union possible que sur les trente-huit premiers noms. » Et il a fallu s'incliner.

— Les républicains ont reculé devant aucun moyen pour obtenir le succès de la liste républicaine dans la Loire. On aura une idée de leurs manœuvres par la lettre suivante, qu'un des candidats conservateurs, M. du Chevalard, a dû adresser aux journaux de la région :

Monsieur le rédacteur,

Une manœuvre électorale de la dernière heure a fait courir le bruit que j'étais mort empoisonné par des chimistes, sans doute préparés par mes adversaires opportunistes.

Je vous prie de démentir cette nouvelle absurde pour rassurer mes amis et les 40,331 électeurs qui ont bien voulu m'honorer de leurs suffrages.

Je me porte bien et je me porte à ballotage.

Agardez, monsieur le rédacteur, l'assurance de ma considération très distinguée.

J. DU CHEVALARD.

Faits divers

Abandonné dans un hôtel. — Une jeune femme, assez bien mise et de bonne apparence, arrivait, l'avant-dernière nuit, dans un hôtel meublé de la rue Montmartre et s'y faisait donner une chambre.

Le jour viant, plusieurs heures se passèrent, et le patron de l'établissement qui a l'habitude de voir partir ses locataires dès le matin, surtout ceux qui viennent passer la nuit, n'ayant pas vu la jeune femme et la chambre malade, monta jusqu'à sa chambre et frappa.

Il n'obtint aucune réponse. Intrigué, il ouvrit la porte et fut tout étonné de ne pas trouver sa locataire d'occasion.

A sa place, pourtant, dans le lit encore chaud, dormait un gros bébé de quinze jours, qui se pouvait dire le fils de sa mère venue de l'Andalousie.

L'hôtelier fit part de sa découverte au commissaire de police qui a fait transporter l'enfant à l'hospice de la rue Dantfer.

Le drame de la rue de Lévis. — Un ouvrier maçon nommé Larbaeux, âgé de vingt-sept ans, et demeurant rue Lévis, 44, aimait depuis longtemps une jeune blanchisseuse, Marie Petit, âgée de vingt ans, demeurant 70, rue de Lévis.

Larbaeux avait offert à diverses reprises à Marie Petit l'épousée, mais celle-ci avait toujours refusé. Découragé par les refus de la jeune fille, il l'attendit hier soir au moment où elle allait rentrer chez elle et lui demanda une dernière fois si oui ou non elle acceptait son offre.

Marie Petit se contenta, pour toute réponse, de hauser les épaules. C'est alors que La Barbaeux, perdant toute raison, sortit de sa poche un revolver et en tira un coup à bout portant sur la jeune fille.

Atteinte en pleine figure, Marie s'affaissa baignée dans son sang.

Tout étonné de ce qu'il venait de faire, Larbaeux erra comme un fou dans les rues de Paris.

A onze heures, il venait se constituer prisonnier.

Logement dévalisé. — Un individu, se donnant sous le nom de Dehainain, comptable, se présenta, il y a deux jours, chez une marchande de vin logeuse, une veuve M..., rue du Grenier-Saint-Lazare, et demanda une chambre qu'il louait pour huit jours.

Il l'avait demandée au premier étage et cela non sans raison.

La marchande de vin a son logement au premier ; le pseudo-comptable s'était ménagé la faculté de rôder autour sans éveiller les soupçons, guettant l'occasion de le dévaliser.

Le lendemain même, vers sept heures du soir, Dehainain, aidé d'un complice, fractura la porte d'entrée et se mit au pillage.

Le logement a été mis au pillage. Les voleurs ont emporté tout ce qu'ils pouvaient, et ils ont opéré avec une audace

sait Cerise avec une effusion inaccoutumée.

On fit la remarque que cette transformation étrange coïncidait avec une absence de vingt-quatre heures qu'avait faite la vieille sous-maitresse.

Miss Modeste prit congé, en pleine année scolaire, d'un véritable écolier ; car, de mémoire de pensionnaire, nulle ne se rappelait que le fait se fût produit.

Aussi quelques commentaires !

— Miss Modeste, est-ce que vous avez gagné à la loterie ? lui demandait l'une.

Maison reconnue la plus digne de ce titre par la qualité et le bon marché réel de toutes ses marchandises.

AU BON MARCHÉ

Le système de vente tout à petit bénéfice et entièrement de confiance est absolu dans les magasins du BON MARCHÉ.

PARIS.

Maison Aristide BOUCICAUT

PARIS.

LUNDI 12 OCTOBRE et jours suivants

EXPOSITION GÉNÉRALE

DE TOUTES LES NOUVEAUTÉS D'HIVER

Grande Mise en Vente d'Affaires très importantes à des prix exceptionnels en : Soieries, Peluches, Velours, Étoffes nouvelles, Lainages, Draperies, Costumes, Manteaux, Fourrures, Bonneterie, etc.

NOMBREUSES OCCASIONS A TOUS NOS COMPTOIRS

Nota. — La Maison du BON MARCHÉ a pour principe de ne mettre en vente, même aux prix les plus réduits, que des marchandises de premier choix et de bonne qualité.

Ventes et Achats de Fonds

Journal bi-hebdomadaire, 5^e année (ville du Centre à 3 h. Paris). On peut augmenter tirage. Rapport net 4,200 f. Prix 10,000. Le cédant résilie intéressé par partie. Labat, 1, r. Bailly.

Fonds de Ferblanterie-Lampiste-Zingueur à céder, fortune et veuve (grande ville Ouest). Existe dep. 1848. Prix 10,000. Labat, 1, r. Bailly.

A vendre PROPRIÉTÉ d'habitation (Morbihan) à canton près gare. Belle maison de maître et 2 jardins, verger. Site pittoresque, cours d'eau. Région giboyeuse. Px 25,000. Labat, 1, r. Bailly.

BANQUE D'ESCOMPTE DE PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME

au Capital de 65 Millions

Place Vendôme.

COMPTES DE CHEQUES:

A vue..... 1/2 0/0
A 10 jours de préavis..... 2/0

COMPTES DE DÉPÔTS ET BONS DE CAISSE:
Remboursables à 6 mois..... 2 1/2 0/0
à 1 an..... 3 0/0
à 18 mois..... 4 0/0
à 2 ans et au delà..... 5 0/0

La Banque reçoit gratuitement en dépôt, des titres de toute nature, elle en encaisse les coupons. Elle délivre des chèques et des lettres de crédit sur tous pays.

Elle se charge de l'exécution des ordres de Bourse, au comptant, et de l'encaissement d'effets et de factures.

Elle fournit à ses clients et correspondants des renseignements sur toutes les valeurs;

Elle reçoit, sans frais, les demandes de souscription.

La Caisse est ouverte de 10 à 4 heures.

Industrie et Commerce

BOUGIE DE L'ÉTOILE. Exiger le mot Étoile sur chaque bougie.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées. Pose de BOURRELETS INVISIBLES et de POUTRES JACOUX, 37, r. Lefebvre.

PAUL ROSSEL FABRICANT DE MEUBLES AMEUBLEMENTS COMPLETS livrés au prix de fabrique. 50 0/0 meilleur marché que les Magasins de Nouveautés. — Maison de confiance. Envoi de Catalogue franco.

PAUL ROSSEL C. DETOUCHE HORLOGERIE - BIJOUTERIE - ORFÈVRES

GRAND CHOIX DE DIAMANTS — BRONZES D'ART

Régulateur des montres de M. E. LACOUR Ingénieur des Ponts-et-Chaussées

Rue Saint-Martin, 222, 223 et 230.

TOUTE Personne ayant dans sa

Goutteux, Gravelleux, Rhumatisants

à intérêt à lire Brochure de D. DAVYSON, 18, rue Drouot.

AVIS divers

On demande 50,000 fr. en Commandite p^r Indust.

Apport demandeurs: 100,000. Labat, 1, r. Bailly.

400,000 PEUPLIERS, etc.

E. Cappe, pépiniériste, Vitry-le-François.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

de bonne qualité.

4 en 0/1 en Vermeil

MACHINES À COUDRE

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMAIN BAILLIÈRE ET C^e, FELIX ALCAN, éditeur, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE 53 volumes parus

Beaux volumes in-8, la plupart illustrés, reliés en toile anglaise, avec fers spéciaux. — Prix, franco par la poste... 6 francs.

SCIENTIFICO SOCIALE

HENRI SPENCER. Introduction à la science sociale. HENRI SPENCER. Les Bases de la morale évolutionniste. A. BAIN. La Science de l'éducation. BACHOFEN. Les Lois de la civilisation des nations. DE MOYER. La Sociologie.

ANTHROPOLOGIE

DE QUATREFAIS. L'Épave humaine. JOLY. L'Homme avant les mœurs, illustré. HARTMANN. Les Peuples de l'Afrique, illustré.

ZOOLOGIE

SCHMIDT. Descendance et l'évolution du règne végétal. LUDWIG. Les Origines de la vie, illustré.

BOTANIQUE

DE SAPHOR. Les Origines de la vie, illustré. LUDWIG. Les Origines de la vie, illustré.

PHILOSOPHIE SCIENTIFIQUE

CHARLES BASTIAN. Le Cerveau et la Pensée chez l'homme et les animaux. 2 vol. illustrés.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Propriétaire de la Bibliothèque de Paris, 103, boulevard Saint-Germain, Paris.

RHUMATISMES

VERMOREL ASSUREUR PAR LA PLANÈTE LA CROIX VÉGÉTALE DU FIN ST-GERMAIN REYNAUD, chimiste, rue de la Paix, 22.

RENSEIGNEMENTS UTILES

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

DECLARATION DE FAILLITES

Jugements du 8 octobre 1885

Dame VANDERBRUGGHE, lingère, rue du

Faubourg-St-Denis, 9, faisant le commerce sous

le nom de DESCHAMPS.

Juge-commissaire, M. Lefèvre.

Syndic provisoire, M. Hecan, 14, rue de l'An-

cienne-Comédie.

TERSAUD, marchand de porcelaines, rue de

Vanves, 9.

Juge-commissaire, M. Lefèvre.

Syndic provisoire, M. Ozé, 2, rue Christine.

FOURCHER, tenant hôtel meublé, rue Niep-

ce, 15.

Juge-commissaire, M. Cava.

Syndic provisoire, M. Hecan, déjà nommé.

DURÉ, marchand de nouveautés, rue St-La-

zare, 11.

Juge-commissaire, M. Lefèvre.

Syndic provisoire, M. Planque, 9, rue Bertin-

poire.

Demoiselle DENIS, boulangère, rue de la Fo-

lie-Méricourt, 4.

Juge-commissaire, M. Lefèvre.

Syndic provisoire, M. Deugé, avenue Victo-

ria, 24.

GRATIN, ancien boulangère, rue Monge, 28,

actuellement avenue Daumesnil, 52.

Juge-commissaire, M. Pillois.

Syndic provisoire, M. Normand, 19, rue des

Grands-Augustins.

KOEHL, ancien boulangère, rue du Temple, 77,

actuellement sans domicile connu.

Juge-commissaire, M. Pillois.

Syndic provisoire, M. Mauger, 99, boulevard

Sébastopol.

TROIS HEURES. — Nos rentes ont en-

core fléchi après deux heures et ferment en

nouvelle et sensible baisse sur hier.

PRIMES

FIN COURANT

FIN PROCHAIN

3 0/0... d.50

4 1/2 0/0... d.50

5 0/0... d.50

6 0/0... d.50

7 0/0... d.50

8 0/0... d.50

9 0/0... d.50

10 0/0... d.50

BULLETIN FINANCIER

Du 10 octobre

DEUX HEURES. — Dès le début de la

Bourse la réaction avait fait de nouveaux

progrès sur l'ensemble des valeurs et no-

tamment sur nos Rentes.

Les premiers cours n'ont même pas été

les plus bas et, au moment où nous écri-

ons, les prix ont encore fléchi.

Ce sont aujourd'hui les nouvelles d'Orient

qui influencent défavorablement le marché;

on dit, en effet, que le règlement de la

question bulgare rencontrera de grandes

difficultés.

Quant nous le disions hier, en présence

de préoccupations légitimes qu'occasionne

en ce moment la situation générale, tant à

l'extérieur qu'à l'intérieur, il faut s'atten-

dre à la continuation des brusques oscil-

lations que nous voyons se produire depuis

quelques jours.

On peut néanmoins encore espérer avec

quelque vraisemblance que les résolutions

extrêmes seront évitées dans la question

d'Orient; quant à l'intérieur, les program-

mes subversifs ne rencontreront certaine-

ment pas, à notre avis, une majorité dans

la nouvelle Chambre.

Quoi qu'il en soit, ouvert à 79 30, le 3 0/0

a fait 79 20; le 4 1/2 0/0 s'est traité à 103 65

à 103 50, et l'Amortissable de 81 05 à 80 95.

Tous ces prix sont, on le voit, sensiblement

inférieurs aux derniers de la veille.

Les Consolidés anglais se maintiennent

sans changement à 100 1/16.

La Banque de France a reculé à 4770.

Nos autres grands établissements de cré-

dit, de leur côté, n'ont pu se soustraire au

contre-coup de la lourdeur générale, mais

leur situation particulière n'en demeure pas

moins satisfaisante.

Le Crédit foncier nous paraît donc bon à

acheter à 1270, son cours actuel.

La Banque de Paris à 620 et la Banque